



Affaire suivie par :
Julie PROCOT
Domaine logistique et travaux
Tél. : 01 69 26 55 76
Courriel : julie.procot@cea.fr

ENTRETIEN DIFFERENCIE DES ESPACES VERTS DU CENTRE CEA/DAM ILE DE FRANCE

Marché sensible

Projet de marché CEA/DIF n°DLT-B24-09878-JP

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE	7
ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS.....	8
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE	8
ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL	8
ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX.....	10
ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	11
ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 14 - PROTECTION DU SECRET	12
ARTICLE 15 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	14
ARTICLE 16 - ASSURANCE DE LA QUALITE	14
ARTICLE 17 - TRAVAIL DISSIMULE.....	15
ARTICLE 18 - PENALITES.....	15
ARTICLE 19 - RESILIATION	17
ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES	18
ANNEXE 2 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE	19
ANNEXE 3 - CONVENTION D'HEBERGEMENT	27
ANNEXE 4 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	32
ANNEXE 5 – CORRESPONDANCE AVEC LES POSTES SAP	33

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation d'entretien différencié des espaces verts, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Prestations seront réalisées pour le compte du Département sécurité technique et gestion (DSTG).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

2.1 Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Plan contractuel de sécurité référencé 25U116 OS DIF dans sa version applicable,
- le Cahier des Charges référencé CEA/DIF/DSTG/STL/DO822 du 28/11/2025,
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte - Déclinaison en règles de sécurité informatique référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 21/03/2023,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée <XXXX> du <XX/XX/XXXX>.

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS

Les Prestations se décomposent en une part ferme, une part estimative et une part optionnelle, détaillées dans le Cahier des Charges référencé à l'article 2 ci-dessus. Elles sont rappelées ci-après :

3.1 Une Part ferme comprenant :

- des prestations forfaitaires comprenant notamment :
 - l'entretien des espaces verts ;
 - l'entretien des surfaces minérales ;
 - la propreté générale du site ;
 - l'évacuation des déchets non valorisés.
 - la fourniture des consommables ;
 - l'astreinte hivernale de déneigement, le salage et le déverglaçage ;

- des prestations à la demande du CEA sur Bordereau de Prix Unitaire (BPU) comprenant notamment :
 - le déneigement et le déverglçage lorsque l'astreinte est activée ;
 - l'entretien de la « zone bleue » autour du ru, avec notamment l'entretien et le curage du ru ;
 - les prestations annexes à la plantation ;
 - les fournitures et plantations de végétaux ;
 - les créations ou reprises d'engazonnement /prairies ;
 - les élagages et abattages ;
 - visite d'un écologue – inventaires écologiques et suivi de la biodiversité
 - toute autre prestation ponctuelle d'entretien ou d'amélioration.

3.2 Une Part estimative pour la prise en compte des prestations sur devis

Les prestations sur devis concernent les prestations particulières d'entretien des espaces verts non définies dans le cadre des prestations forfaitaires ou des prestations à la demande du CEA sur BPU.

3.3 Une Part optionnelle :

- Option 1 : phase de préparation et d'observation pendant laquelle le Titulaire prépare la mise en place du marché en « phase d'exécution ».
- Option 2 : phase de réversibilité pendant laquelle le Titulaire transfère ses connaissances. Durant cette phase, il conserve la responsabilité pleine et entière des Prestations.
- Option 3 : prolongation du marché pour une durée de 12 mois à l'issue de la part ferme.
- Option 4 : prolongation du marché pour une durée de 12 mois à l'issue de l'option 3, en cas levée.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la/les options ne sont pas levée(s) par le CEA.

ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION

4.1 Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 36 mois.

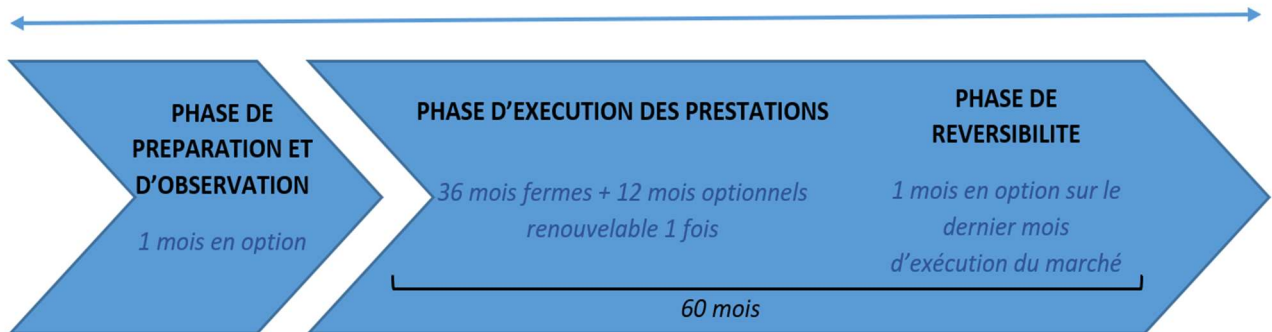
A son échéance, les Prestations pourront être prolongées, deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois, soit jusqu'au **31/05/2031 maximum**. La période optionnelle (options 3 et 4) sera exécutée à la seule décision du CEA et pourra être notifiée partiellement.

Chaque période optionnelle sera notifiée par le CEA au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception, au plus tard 1 mois avant le démarrage de la période concernée.

4.2 En cas de levée d'option, le courrier de levée de ladite option indiquera la durée fixée par le CEA. Les Prestations pourront être ensuite prolongées dans la limite maximale des durées indiquées à l'article 4.1 ci-avant.

4.3 Le Titulaire réalisera les Prestations selon les phases suivantes :

61 mois au total (en cas de levée de l'option 1)



Phase de préparation et d'observation (option 1) : 1 mois, à compter de la date de démarrage fixée lors de la réunion d'enclenchement, en cas de levée de l'option. Elle sera affirmée au plus tard lors de la notification du marché.

Phase d'exécution : 36 mois fermes + (12 mois, renouvelable 1 fois – options 3 et 4).

Phase de réversibilité (option 2) : 1 mois courant sur le dernier mois de la phase d'exécution du marché. Elle sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 1 mois avant sa date de démarrage

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la/les option(s) ne sont pas levées par le CEA.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1 Responsabilité - Lieu d'exécution

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel. Elles seront exécutées sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire devra prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

5.2 Modalités de déclenchement des prestations à la demande sur BPU

Pour chaque prestation ponctuelle, le CEA fera une demande écrite au Titulaire qui lui indiquera les désignations et les quantités souhaitées sur la base des conditions tarifaires figurant en annexe 1 (BPU).

Le devis établi suivant le BPU sera transmis au CEA pour acceptation, préalablement à la réalisation de chaque prestation ponctuelle. Les prestations ponctuelles seront exécutées à réception d'un ordre écrit du CEA (mail).

Hormis les prestations liées aux opérations de déneigement et de déverglaçage du site qui peuvent avoir lieu à tout moment, les prestations sur BPU sont réalisées pendant les horaires de présence du Titulaire sur le site.

5.3 Modalités de déclenchement des prestations à la demande sur devis

Pour chaque prestation sur devis le CEA transmettra une demande écrite au Titulaire. Celui-ci devra remettre à l'interlocuteur CEA mentionné à l'article 7 ci-dessous, un devis précisant les coûts de main d'œuvre et de fourniture dans un délai maximum de 7 jours suivant la réception de la demande écrite du CEA.

Le Titulaire ne pourra démarrer la réalisation des prestations concernées qu'après accord du CEA notifié par écrit (mail).

5.4 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire

5.4.1. Accès à la Zone Entreprise

Le CEA donne accès au Titulaire à la Zone Entreprise à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'annexe 2 au présent marché.

5.4.2. Mise à disposition d'un local

Le CEA mettra à la disposition du Titulaire un espace couvert pour le stockage des engins ainsi qu'un local dans le cadre de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de la convention d'hébergement (cf. annexe 3 du présent marché). Toute interruption de ce dernier pour motif de résiliation, quelle qu'en soit l'origine, mettra fin automatiquement à cette mise à disposition.

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement et signé par les Parties, sera réalisé à la prise d'effet et à l'échéance du présent marché. Le Titulaire devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Il appartiendra au Titulaire de s'assurer du respect des normes de sécurité et de discipline quant à l'utilisation de ce local et de signaler toute anomalie constatée quant à son état et à son équipement.

L'absence de mise à disposition de moyens par le CEA au Titulaire n'impactera pas la réalisation des Prestations.

5.4.3. Fluides

Les fluides nécessaires à l'exécution du présent marché seront fournis par le CEA et à ses frais, exception faite des communications téléphoniques vers l'extérieur qui pourront être facturées au Titulaire.

5.5 Matériel et outillage

5.5.1. Prêt de matériel et outillage par le CEA

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » des CGA, le Titulaire s'engage à fournir la totalité du matériel nécessaire à l'exécution des Prestations.

5.5.2. Equipements de protection individuelle

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire fournira l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Prestations dans les meilleures conditions.

5.6 Horaires

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'entretien des espaces verts, le Titulaire a une autorisation d'entrer sur le site à partir de 7h. Exceptionnellement, le CEA peut demander au Titulaire d'intervenir entre 6h30 et 7h.

A noter qu'il n'est pas possible de travailler sur le site CEA les samedis, dimanches et jours fériés.

Pour les opérations de déneigement et déverglacage le Titulaire peut intervenir 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, suivant les procédures mises en place. Ceci pendant la période hivernale (généralement entre le 15 novembre et le 31 mars de l'année suivante).

5.7 Réunions de suivi

La réalisation des Prestations donnera lieu à des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties. Il est prévu a minima les réunions suivantes :

- Une réunion d'inspection commune (RIC) pour l'établissement du plan de prévention (cf. § 10.3.2 du CDC) ;
- Une réunion de démarrage des prestations (cf. § 11.1.1 du CDC) ;
- Des points hebdomadaires de terrain (cf. § 11.1.2 du CDC) ;
- Des réunions semestrielles de suivi de marché (cf. § 11.1.3 du CDC) ;
- Des réunions annuelles de revue de marché (cf. § 11.1.4 du CDC) ;

A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis au CEA, pour approbation préalable avant diffusion.

5.8 Accidents du travail

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE

6.1 Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents listés à l'article 11.1.5 du CDC référencé à l'article 2 supra, notamment :

Dans un délai de 10 jours avant la tenue de la RIC :

- Les documents listés au § 10.3.2 du CDC.

Dans un délai de 3 mois suivant la date de démarrage de la phase d'exécution du marché :

- La version définitive du PAQP.

Lors de la réunion de démarrage :

- Les documents listés au §11.1.1 du CDC.

Lors des réunions semestrielles :

- Les documents listés au §11.1.3 du CDC.

Lors des réunions annuelles :

- Les documents listés au §11.1.4 du CDC.

Les documents attendus dans le cadre des réunions de suivi contractuelles devront être transmis au correspondant technique CEA dans un délai minimum de 5 jours avant la tenue de la réunion concernée.

- 6.2** Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.
- 6.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : Anna BEN ALI Tél : 01 69 26 68 34
- pour le Titulaire : XXXXXXXXXX Tél : XX XX XX XX XX.

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 4 au présent marché).

ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL**10.1 Montant**

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de *<mois et année de remise de l'offre>*, est plafonné à la somme de XX,XX € HT (XXXX EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse.

Ce montant se décompose comme suit :

Phase de préparation et d'observation (option 1) : un montant forfaitaire et ferme de : XX,XX € HT

Phase d'exécution comprenant :

Une Période ferme (36 mois) : un montant plafonné de XXX € HT.

Ce montant se décompose comme suit :

- *prestations forfaitaires :*

Un montant forfaitaire et révisable de XX € HT, calculé sur la base d'un montant mensuel forfaitaire et révisable de XX € HT,

- *prestations à la demande du CEA sur BPU* :*

Un montant plafonné de : XX € HT, soit un montant plafonné annuel de XX € HT.

- *part estimative sur devis :*

Un montant plafonné à la somme de 5% du montant total HT de la période ferme, soit XXX € HT (XXXXXXX EUROS HORS TAXES).

Ce montant est calculé sur la base des coûts unitaires forfaitaires et révisables indiqués en annexe 1 du présent marché. Il permet de rémunérer les prestations sur devis conformément à l'article 3.2 ci-avant. Il ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas, le montant cumulé des devis notifiés au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

Une Période optionnelle (2 x 12 mois, en cas de levée(s)) : un montant plafonné de XX € HT.

Ce montant se décompose comme suit :

➔ Option 3 (12 mois) :

- *prestations forfaitaires :*

Un montant forfaitaire et révisable de XX € HT, calculé sur la base d'un montant mensuel forfaitaire et révisable de XX € HT,

- *prestations à la demande du CEA sur BPU* :*

Un montant plafonné de : XX € HT.

- *part estimative sur devis :*

Un montant plafonné à la somme de 5% du montant total HT de l'option 3, soit XXX € HT (XXXXXXX EUROS HORS TAXES).

Ce montant est calculé sur la base des coûts unitaires forfaitaires et révisables indiqués en annexe 1 du présent marché. Il permet de rémunérer les prestations sur devis conformément à l'article 3.2 ci-avant. Il ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas, le montant cumulé des devis notifiés au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

➔ Option 4 (12 mois) :

- *prestations forfaitaires* :

Un montant forfaitaire et révisable de XX € HT, calculé sur la base d'un montant mensuel forfaitaire et révisable de XX € HT,

- *prestations à la demande du CEA sur BPU** :

Un montant plafonné de : XX € HT.

*Ce montant est calculé sur la base des coûts unitaires forfaitaires et révisables indiqués en annexe 1 du présent marché. Il ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

- *part estimative sur devis* :

Un montant plafonné à la somme de 5% du montant total HT de l'option 4, soit XXX € HT (XXXXXXX EUROS HORS TAXES).

Ce montant est calculé sur la base des coûts unitaires forfaitaires et révisables indiqués en annexe 1 du présent marché. Il permet de rémunérer les prestations sur devis conformément à l'article 3.2 ci-avant. Il ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas, le montant cumulé des devis notifiés au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

Phase de réversibilité (option 2) : un montant forfaitaire et révisable de : XX,XX € HT.

10.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 10 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de *<mois et année de remise de l'offre>*.

Ils sont révisables annuellement au mois de *<mois anniversaire du marché>*. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 \left[0,15 + \left(0,85 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}} \right) \right]$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P₀ = prix initial, puis dernier prix révisé,

Indice₁₀ = valeur de l'indice EV4 (Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 - identifiant INSEE : 001711017), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois de *<mois et année de remise de l'offre>*, puis dernière valeur retenue,

Indice₁ = valeur de ce même indice connue au moment de la demande du Titulaire.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

12.1 Conditions de facturation

12.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe 4).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : cea-dam-demat@cea.fr

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : cea-dam-comptabilite@cea.fr

12.1.2. Présentation des révisions de prix

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

12.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,

- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

12.2 Conditions de paiement

Le montant du présent marché sera facturé dans sa totalité à la réception prononcée sans réserves par le CEA.

▪ **Au titre de la phase d'exécution :**

Période ferme :

- Prestations forfaitaires :

100 % du montant mensuel HT à terme échu après réception prononcée sans réserve par le CEA des Prestations.

- Prestations à la demande sur BPU :

Les Prestations à la demande seront facturées mensuellement à terme échu. Elles regrouperont les prestations effectivement réalisées dans le mois écoulé après réception prononcée sans réserve par le CEA.

Les factures seront établies sur la base des prix définis en annexe 1 du présent marché.

- Part estimative pour la prise en compte des prestations sur devis :

100 % du montant HT du devis après réception prononcée sans réserve par le CEA des Prestations.

Périodes optionnelles (options 3 et 4 en cas de levées) :

Conditions de paiement identiques à celle de la période ferme mentionnée supra.

▪ **Au titre des options (en cas de levée) :**

- Option 1 : phase de préparation et d'observation : 100 % du montant HT de l'option 1 à la réception prononcée sans réserve par le CEA des Prestations.

- Option 2 : phase de réversibilité : 100 % du montant HT de l'option 2 à la réception prononcée sans réserve par le CEA des Prestations.

ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

ARTICLE 14 - PROTECTION DU SECRET

Le marché est un marché **sensible** au sens de la réglementation sur la protection de secret de la défense nationale.

14.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité.

14.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
 - de l'arrêté du 27 août 2025 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

14.3 Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

14.4 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal ;
 - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

14.5 Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera au plus tard, 3 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

14.6 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

14.7 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve de d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

14.8 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

ARTICLE 15 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

ARTICLE 16 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire établira un Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP) relatif aux Prestations.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Prestations par rapport au Cahier des Charges.

S'il apparaît que certaines dispositions du PAQP sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

ARTICLE 17 - TRAVAIL DISSIMULE

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

ARTICLE 18 - PENALITES

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

18.1 Pénalités spécifiques liées au suivi et au contrôle de la Prestation

18.1.1. Non-respect des délais fixés pour la remise des documents (cf. § 11.1.5 du CdC)

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas les délais fixés à l'article 6 supra pour la remise des documents, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable des pénalités :

- ➔ Le montant forfaitaire de la pénalité sera de 100,00 euros HT par jour calendaire de retard constaté relativement aux délais précités.

18.1.2. Annulation ou absence injustifiée aux réunions de suivi du marché

En cas d'Annulation ou d'absence injustifiée aux réunions, le CEA pourra appliquer une pénalité de 500 € HT par constat. Cette pénalité pourra être appliquée pour chaque manquement constaté.

18.1.3. Non-respect des délais d'intervention dans le cadre des Prestations à la demande du CEA sur BPU (cf. § 6 du CdC)

En cas de non-respect des délais fixés par le CEA dans le cadre des prestations à la demande sur BPU, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation aux CGA, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

Désignation	Délais d'intervention	Montant forfaitaire par retard constaté (€ HT)	Niveau de gravité
Déneigement, salage, déverglçage (moyens humains et matériel)	2 h	500,00	A
Mise en sécurité d'un arbre avant abattage (sécurité en cause)	2h	500,00	A
Abattage d'un arbre	48 h	200,00	B
Dévitalisation de la souche	24 h suivant l'abattage	200,00	B
Évacuation des grumes	3 jours suivant l'abattage	200,00	B
Evacuation des déchets suite à l'élçage d'un arbre	24 h suivant l'élçage	200,00	B

Pénalités cumulatives (en € HT)
3 pénalités de niveau A constatées dans le même mois entraînent une pénalité supplémentaire de 1 000 € HT
5 pénalités de niveau B constatées dans le même mois entraînent une pénalité supplémentaire de 500 € HT
<i>En cas d'application cumulative de pénalités supplémentaires, seule la pénalité supplémentaire au montant le plus élevé sera appliquée¹.</i>

18.2 Pénalités liées à la non-atteinte des objectifs de performance et qualité (cf. § 11.2.4 du CdC)

Performance	Objectif / limite admissible	Montant forfaitaire par objectif non-atteint ou limite dépassée (€ HT)
Qualité de la mise en œuvre des plantations dans les massifs de fleurs et jardinières	80 % des plants en bonne santé après 6 à 8 semaines	100,00
Survie et vigueur des plantations récentes (végétaux et arbres)	90 % des végétaux et des arbres en bonne santé 12 mois après la plantation	300,00
Respect du plan de priorisation pour le déneigement/salage	100 % des zones définies dans le plan de priorisation	500,00
Certification des végétaux	50 % des végétaux plantés issus de filières labélisées	200,00
Approvisionnement auprès d'une société du secteur adapté et protégé	50 % des végétaux doivent provenir d'entreprises spécialisées du secteur adapté et protégé	200,00
Respect des règles d'autorisation de nuisances sonores	1 écart constaté par rapport à l'autorisation reçue	200,00

18.3 Pénalités liées au respect des exigences environnementales (cf. §10.2 du CdC)

Désignation	Montant forfaitaire par constat (€ HT)
Non-respect du plan différencié fourni par le CEA	200,00
Non-respect de l'objectif Zéro Phyto	500,00
Ecart dans la gestion et valorisation des déchets	100,00
Visites annuelles pour analyses écologiques < 2	300,00
Non-remise annuelle du bilan environnemental	200,00

¹ Exemple :

- pour 6 pénalités de niveau B et 3 pénalités de niveau A dans le même mois, le CEA appliquera 1 000 € de pénalité pour le mois considéré.

18.4 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de prestations sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant de la pénalité sera de 500 euros HT par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 5.8 du présent marché,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

18.5 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

18.6 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

18.7 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

ARTICLE 19 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES

Sera renseigné lors de l'établissement du marché



ANNEXE 2 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le CEA permet au Titulaire d'accéder à la Zone Entreprise du centre CEA/DAM – Île de France (CEA/DIF) au sein de laquelle il dispose, à titre gratuit, précaire et révocable, d'un espace pour y établir, à ses seuls frais, des équipements à usage de bureau, stockage, vestiaire, etc.

CECI ETANT RAPPELE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Équipements Communs : désigne les locaux et équipements mis à disposition des sociétés utilisatrices de la Zone Entreprises par le CEA, listés à l'article 4.3.9.

Lieux : l'emplacement mis à disposition du Titulaire et listés à l'article 4.

Zone Entreprises (ZE) : désigne la zone située au Sud-Est du CEA/DIF destinée à accueillir des équipements mobiles de sociétés titulaires de marchés CEA et réalisant à ce titre des prestations sur le Centre. Un plan de la Zone Entreprises est présenté à l'article 8 de la présente annexe.

ARTICLE 2 - OBJET

La présente annexe a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA autorise le Titulaire à utiliser les Lieux, dans la ZE du CEA/DIF, exclusivement pour la réalisation des Travaux objet du marché, à titre de prêt à usage conformément aux dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil, à l'exclusion de toute autre activité, même temporaire, et notamment toute opération commerciale par le Titulaire

ARTICLE 3 - DUREE - RESILIATION

3.1 Durée

La mise à disposition des Lieux prend effet à compter de la date de prise d'effet du marché, pour la durée de ce dernier.

3.2 Résiliation

3.2.1 La mise à disposition est résiliée de plein droit et sans formalité préalable au terme du marché, quelle qu'en soit la cause.

3.2.2 La mise à disposition peut être résiliée à tout moment à la demande de l'une des Parties, moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois, notifié par lettre recommandée avec avis de réception.

3.2.3 La mise à disposition peut être résiliée de plein droit par le CEA en cas d'inexécution totale ou partielle par le Titulaire de l'une quelconque des obligations mises à sa charge par le présent document.

Cette résiliation deviendra effective sans aucune formalité judiciaire quinze (15) jours calendaires après l'envoi par le CEA d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception exposant les motifs de la plainte et contenant déclaration de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, à moins que, dans ce délai, le Titulaire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, telle que définie par la loi et la jurisprudence.

ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION

4.1 Lieux mis à disposition

L'emplacement mis à disposition du Titulaire est le suivant :

Désignation	Superficie	Raccordements
	A définir lors de la réunion de lancement du marché.	

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment l'Emplacement indiqué(s) ci-dessus, par des équivalents en surface et qualité. Les Parties se rapprocheront alors pour convenir des modalités particulières du remplacement.

4.2 Conditions de la mise à disposition

4.2.1 Etat des lieux

Le Titulaire prend les Lieux dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du CEA aucune réparation ou remise en l'état.

Un état des lieux est établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie. Le Titulaire doit répondre des dégradations de son fait qui sont constatées en dehors de celle due à une utilisation normale.

Au terme de la mise à disposition pour quelque raison que ce soit, les Lieux sont remis dans leur état primitif par le Titulaire, à ses frais. La remise en état par le Titulaire ne donne lieu à aucun versement d'indemnité de la part du CEA.

4.2.2 Exécution du marché

Les Parties conviennent expressément que la mise à disposition est subordonnée à l'existence du marché.

La mise à disposition des Lieux et des Equipements Communs ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution du marché, le Titulaire reconnaît expressément que l'existence ou la bonne exécution du marché n'est ni conditionnée ni subordonnée à l'existence ou la bonne exécution de la mise à disposition.

Le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues au marché, en raison du remplacement des Lieux ou des Equipements Communs, ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

4.2.3 Respect des prescriptions administratives et conventionnelles

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs doivent se conformer aux lois, règlements et prescriptions en vigueur en ce qui concerne notamment la police, l'environnement, la salubrité, la sécurité, la réglementation du travail et plus généralement à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le CEA ne puisse être ni recherché ni inquiété de ces chefs. Ils sont soumis à toutes les obligations qui résultent des règlements intérieurs, directives ou instructions applicables au site et à celles qui résultent des dispositions édictées pour chaque installation. Ils sont également soumis, dès son édicition, à toute nouvelle disposition ou modification des dispositions de ces normes.

Le Titulaire et le CEA conviennent, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité de leurs personnels respectif, d'appliquer entre eux, si elles ne s'appliquaient pas de plein droit, les dispositions des articles R 4511-1 et suivants du code du travail, du décret 92-158 du 20 février 1992.

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs ne peuvent jouir des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition que dans la stricte limite de prescriptions internes édictées par le CEA concernant le site et/ou spécifiquement à la ZE. A ce titre, Le Titulaire s'engage expressément à respecter les Règles Générales

d'implantation de structure en ZE (SYM SS00U RQE DS- 1800 0971). Toute violation constatée par le CEA de ces règles pourra entraîner la résiliation anticipée de la mise à disposition.

4.3 Conditions d'utilisation

4.3.1 Usage

L'Emplacement est mis à disposition du Titulaire aux fins d'installation des équipements mobiles lui appartenant suivants :

- 1 bungalow à usage de bureau, stockage, vestiaire, etc...

Les équipements mobiles du Titulaire et leur implantation en ZE doivent respecter strictement les prescriptions et modalités prévues par les Règles générales d'implantation de structure en ZE.

Les raccordements des équipements mobiles aux servitudes est à la charge du Titulaire, dans les conditions précisées dans les Règles Générales d'implantation en ZE.

4.3.2 Entretien des Lieux

Le Titulaire entretient les Lieux ainsi que ses équipements mobiles qui y sont installés le cas échéant en bon état de réparation et de propreté pendant toute la durée de la mise à disposition. Toutes réparations, grosses ou menues, remplacements ou réfections qui seraient nécessaires au cours de la Convention sont à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire doit prévenir immédiatement le CEA des dégradations et détériorations qui sont faites dans les Lieux ainsi qu'à leurs servitude(s), en ce compris les voiries d'accès, les réseaux, les espaces verts avoisinants et qui nécessiterait l'intervention du CEA. Le Titulaire est responsable des négligences de sa part à ce sujet.

4.3.3 Travaux

Le Titulaire ne peut entreprendre de travaux dans les Lieux sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Le Titulaire accepte qu'il soit fait dans la ZE, dans les Lieux ou les Equipements Communs tous travaux et notamment travaux d'entretien, réparation, amélioration, reconstruction, surélévation, agrandissement, que le CEA jugerait nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, quelle que soit leur importance et leur durée.

Tous embellissements, améliorations et installations faits par le Titulaire sur les Lieux resteront la propriété du CEA à son terme. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour ce chef. Le CEA pourra néanmoins exiger le rétablissement des Lieux dans leur état primitif, aux frais de le Titulaire, qu'il ait ou non autorisé lesdits travaux.

4.3.4 Accès

Le Titulaire ne peut prétendre accéder aux Lieux ou Equipements Communs en dehors des horaires d'ouverture du site CEA sauf autorisation préalable et écrite, et nécessairement exceptionnelle, du Directeur du CEA/DIF.

4.3.5 Visites

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, son mandataire ou son représentant a, à tout moment, le droit de visite pour le contrôle de l'état des lieux ou du respect des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux.

4.3.6 Hygiène et sécurité



Le Titulaire s'engage à ne pas faire obstacle aux compétences des instances représentatives du personnel compétentes du CEA/DIF.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA/DIF.

Le Titulaire participe aux exercices de sécurité prévus par le CEA sur la ZE. Il s'associera sur demande à l'analyse de ces exercices et mettra en œuvre les mesures préconisées.

Le temps passé ne pourra donner lieu à des coûts supplémentaires pour le CEA.

4.3.7 Sinistre

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenue d'informer immédiatement le Chef d'installation concerné.

Par ailleurs, le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme. Le Titulaire est également tenu d'informer le Service de Santé au Travail du CEA/DIF.

4.3.8 Introduction d'équipements

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA/DIF doit être conforme au plan de prévention mis en place dans le cadre du marché.

Tout équipement installé par le Titulaire dans les Lieux doit être conforme à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail. Une liste des équipements sera mise en place et tenue à jour par le Titulaire et consultable par le chef d'installation du CEA.

Le Titulaire s'engage à faire réaliser, à ses frais, les contrôles périodiques réglementaires sur les équipements. Les certificats de conformité et les rapports de visite initiale et périodique réglementaire concernant lesdits équipements doivent être consultables par le Chef d'installation de la ZE. A défaut, le CEA pourra se substituer de plein droit au Titulaire pour faire effectuer ces contrôles, aux frais du Titulaire.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux défauts constatés, soit à évacuer les appareils défectueux du CEA/DIF.

4.3.9 Equipements Communs

Le CEA met à disposition de tous les utilisateurs de la ZE des Equipements Communs :

- un local de restauration équipé,
- des sanitaires,
- des vestiaires,
- des douches.

Les Equipements Communs sont et restent la propriété insaisissable du CEA. Ils ne peuvent être ni prêtés, ni loués, ni vendus, ni donnés en nantissement par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à utiliser les Equipements Communs en professionnel précautionneux en respectant, notamment, les règlements, prescriptions, circulaires ou instructions donnés par le CEA et la documentation sur l'emploi et l'entretien courants desdits équipements.

Le Titulaire s'engage à remettre, après chaque utilisation, les Equipements Communs en l'état tel que défini par le CEA. Il s'interdit d'effectuer ou de faire effectuer des modifications sur les Equipements Communs sans l'accord préalable et exprès du CEA.

Le Titulaire est responsable de tout dommage subi par les Equipements Communs ou causés aux tiers par les Equipements Communs de par son fait.

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les Equipements Communs par des équivalents en surface et qualité.

4.4 Jouissance

Le Titulaire ne peut demander aucune immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés du chef des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition.

Le Titulaire jouit raisonnablement des Lieux ou Equipements Communs, suivant la destination qui leur est données et dans le respect des règlements.

Le Titulaire doit se garder d'occasionner, dans les Lieux et aux Equipements Communs, aucun trouble qui soit de nature à porter préjudice au CEA ou à tout tiers.

Le Titulaire ne peut exercer aucun recours en garantie contre le CEA au cas où il serait troublé dans sa jouissance ou dans son activité par le fait de tiers pour n'importe quelle cause.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Le CEA met à la disposition du Titulaire les Lieux et Equipements Communs susmentionnés à titre gracieux.

Toute consommation anormale d'électricité sera supportée par le Titulaire.

En contrepartie de la gratuité de la mise à disposition, il est prévu entre les Parties que :

- le Titulaire acquitte exactement tous les impôts, contributions et taxes lui incombant et/ou dont le CEA pourrait être responsable à titre quelconque. Le Titulaire devra en justifier à toute réquisition ;
- le Titulaire fait son affaire de tout achat de matériel de bureau, télécommunications et informatiques nécessaire à son fonctionnement, et notamment à assurer, à ses frais, la totalité des biens qu'il a installés dans les Lieux.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITES - ASSURANCES

6.1 Responsabilité civile du Titulaire

6.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens de le Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre de le Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par le Titulaire, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

6.1.2 Responsabilité civile non nucléaire

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et du marché, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

6.2 Assurances du CEA

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre de Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature du marché à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

6.3 Assurances du Titulaire

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINALES

7.1 Cession – Sous-location

Le Titulaire ne pourra en aucun cas céder ou transférer ses droits et obligations prévus par la présente annexe à un tiers quelconque, ne fut-ce pour une brève durée et sous quelque forme que ce soit.

En particulier, il est interdit au Titulaire de concéder la jouissance des locaux, matériels ou équipements mis à sa disposition au titre de la présente annexe et de ses suites, même temporairement, à titre précaire ou gratuit et notamment par sous-location, domiciliation, prêt ou location.

7.2 Confidentialité

Les dispositions du chapitre 4 des CGA sont applicables.

7.3 Renonciation

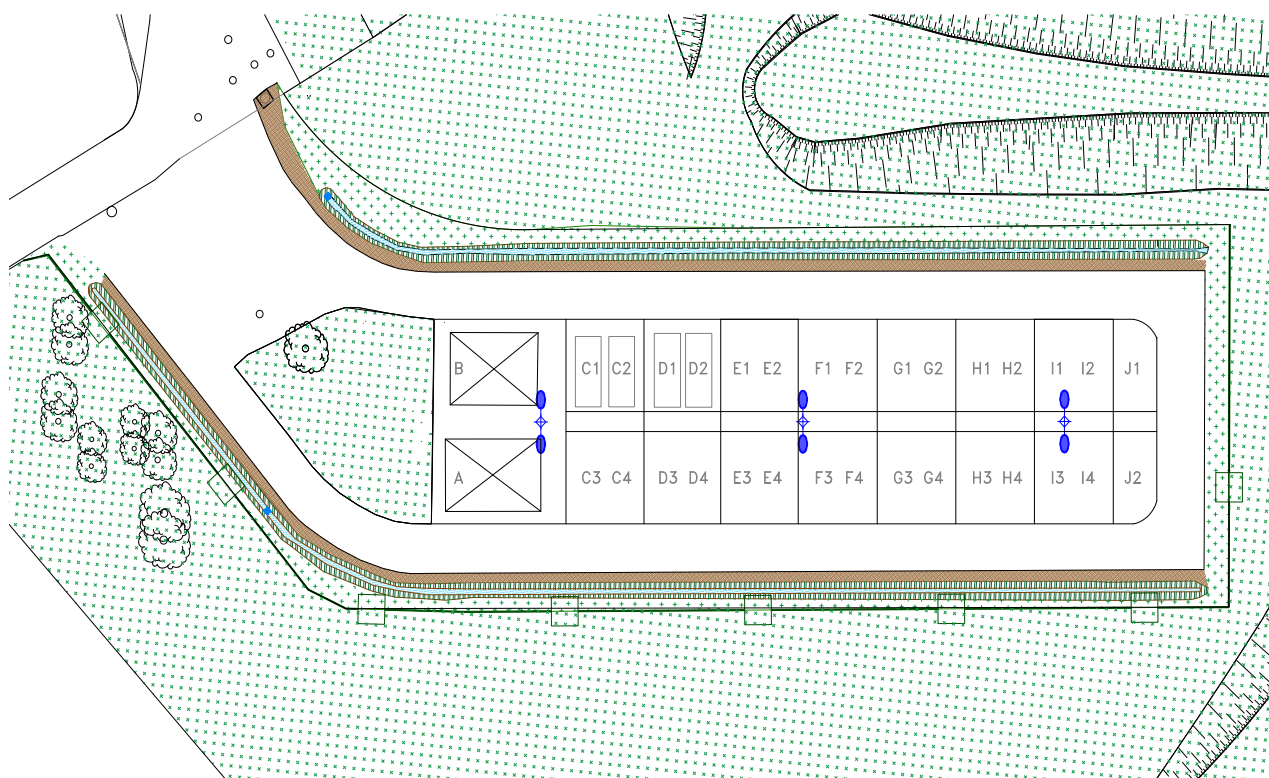
La renonciation par l'une des Parties à l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente annexe n'emporte et n'implique en aucune façon renonciation à l'exécution des autres obligations.

En aucun cas le fait que l'une des Parties s'abstienne de réclamer l'exécution d'une obligation à laquelle ladite Partie peut prétendre ne pourra être interprété comme une renonciation de sa part à l'exécution de ladite obligation, et ce indépendamment de la durée de son abstention.

7.4 Invalidité d'une clause

Si une ou plusieurs stipulations de la présente annexe étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du marché.

ARTICLE 8 - PLAN DE LA ZE



A : local Restauration

B : locaux Vestiaires/Sanitaires/Douches

C1 à J2 : Emplacements mis à disposition aux fins d'installation d'équipements mobiles

ANNEXE 3 - CONVENTION D'HEBERGEMENT

ARTICLE 1 - OBJET

La présente annexe valant convention d'hébergement a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA :

- met à disposition du Titulaire des locaux sur le site de Bruyères-le-Châtel,
- permet au personnel du Titulaire concerné par le présent marché, d'utiliser certains de ses services généraux.

De convention expresse entre les Parties, la présente convention est soumise aux seules dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil.

Le Titulaire ne saurait en aucun cas revendiquer le bénéfice des articles L-145-1 et suivants du code de commerce, auquel il déclare expressément renoncer.

ARTICLE 2 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

2.1 Désignation

Les locaux mis à disposition du Titulaire, sont indiqués à l'article 6 de la présente annexe.

Ces locaux sont alimentés en fluides divers et équipés d'un accès au réseau CEA ouvert ainsi qu'aux lignes téléphoniques nationales et internationales raccordées au réseau de l'opérateur téléphonique du CEA/DIF.

2.2 Conditions de la mise à disposition des locaux

En fonction de ses possibilités, le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les locaux indiqués ci-dessus, par de nouveaux locaux adaptés aux besoins.

Dans ce cas, un courrier définira les nouveaux locaux affectés au Titulaire.

La mise à disposition de locaux ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution du marché, le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues au marché, en raison du remplacement des locaux ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

2.3 Conditions d'utilisation des locaux

Les locaux mis à disposition du Titulaire sont à usage de bureaux pour certains et à usage de laboratoires non dédiés pour d'autres. Le Titulaire s'engage à ne pas exercer dans les locaux mis à sa disposition, d'activité qui serait incompatible avec leur destination.

Le Titulaire ne peut ni modifier la disposition des lieux, ni abattre de cloison, ni percer les murs, ni entreprendre de manière générale de travaux quelconques sur les locaux mis à sa disposition sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Les demandes du Titulaire sur ce thème seront adressées au Chef d'installation du CEA responsable des locaux avec copie au responsable CEA de la bonne exécution de la présente convention. Le Chef d'installation fera part au Titulaire de la décision du CEA.

Le Titulaire devra, après accord du Chef d'installation responsable des locaux concernés et de l'Ingénieur de sécurité du bâtiment, présenter au Service technique et logistique (STL) du CEA/DIF, le Cahier des Charges qui sera soumis aux entrepreneurs et accepté par eux afin que le CEA se détermine en pleine connaissance de cause sur les travaux.

A l'expiration de l'occupation, le Titulaire devra restituer les lieux en bon état. Il devra répondre des dégradations qui seront de son fait en dehors de celles habituellement constatées et dues à une usure normale des locaux. Un état des lieux sera établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie.

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, a le droit de contrôle des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux mis à disposition du Titulaire.

Le Titulaire s'engage en outre à ne pas faire obstacle aux compétences du Comité d'Hygiène et de Sécurité du Travail (CHSCT) du CEA/DIF.

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenu d'informer immédiatement le Chef d'installation des locaux.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA/DIF.

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA/DIF ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et écrit du Chef d'installation des locaux.

Les équipements installés par le Titulaire dans les locaux mis à sa disposition doivent être conformes à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail.

Les certificats de conformité concernant lesdits équipements doivent être communiqués au Chef d'installation des locaux avant leur mise en service ainsi qu'après chaque contrôle périodique réglementaire que le Titulaire s'engage à faire réaliser à ses frais, par un organisme agréé.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux déficiences constatées, soit à retirer les appareils défectueux du CEA/DIF.

ARTICLE 3 - PRESTATIONS ASSUREES PAR LE CEA

3.1 Définition

3.1.1 Transport du personnel

Le personnel du Titulaire est autorisé à utiliser les transports en commun organisés par le CEA/DIF pour son propre personnel, dans la limite des places disponibles et sans que cela occasionne des modifications de lignes et/ou des points d'arrêt.

3.1.2 Restauration

Le personnel du Titulaire est ponctuellement autorisé, sur avis de rendez-vous, à accéder aux restaurants du CEA/DIF.

3.1.3 Surveillance FLS - Interventions

Le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme.

La FLS se charge en outre :

- de la surveillance et du gardiennage sur l'ensemble des locaux occupés par Titulaire,
- des surveillances incendie/inondations pour les alarmes raccordées au PC,
- des interventions incendie/inondations sur déclenchement d'alarme,
- des surveillances des lignes d'appel (LD 18, coups de poing, etc.).

3.2 Conditions d'exécution

Le CEA s'engage à exécuter les prestations, objet de la présente convention, avec le soin dont il a coutume de faire preuve pour ses propres affaires.

L'obligation du CEA se limite à mettre à la disposition du Titulaire les prestations définies à l'article 3.1 ci-dessus, tels qu'elles fonctionnent pour ses propres besoins. Son inexécution partielle ou totale ne saurait constituer pour le Titulaire une cause pour s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles telles que prévues au marché.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune réclamation dans le cas où les capacités des unités prestataires visées à l'article 3.1 ci-dessus ne seraient pas en mesure de satisfaire sa demande, ni pour les dommages qui pourraient résulter d'une intervention des services de sécurité du site en cas d'incident.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Au titre du présent marché, le CEA met à la disposition du Titulaire, les locaux définis à l'article 2 de la présente convention à titre gracieux, comprenant la fourniture d'électricité, d'eau, le chauffage, le nettoyage et le gardiennage.

En cas d'utilisation des restaurants d'entreprise du CEA/DIF, par le personnel du Titulaire, celui-ci règle ses repas directement au restaurateur, au tarif "entreprise extérieure" catégorie E.

Les communications téléphoniques internes au CEA/DIF sont à la charge du CEA/DIF.

Les communications extérieures pourront lui être refacturées au prix unitaire de l'impulsion téléphonique facturée au CEA/DIF par l'opérateur téléphonique du CEA/DIF. Les factures seront établies en Euro.

Les relevés des communications sont tenus à la disposition du Titulaire et peuvent lui être transmis sur simple demande auprès du STL pendant une période de deux mois suivant leurs dates d'émission.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

5.1 Responsabilité civile du Titulaire

5.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens du Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par la Société, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes du Marché, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

5.1.2 Responsabilité civile non nucléaire

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et de la Convention, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

5.2 Assurances du CEA

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature de la Convention à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

5.3 Assurances du Titulaire

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

ARTICLE 6 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Liste des locaux et lignes téléphoniques mis à disposition de la société **XXX** :

Bâtiment	Pièces	Type de locaux	Téléphones
A définir lors de la réunion de lancement du marché.			

ARTICLE 7 - DUREE - RESILIATION

Cette convention court à compter de la date de prise d'effet du présent marché, pour la durée de ce dernier.
Elle sera résiliée de fait, en cas de résiliation dudit marché.



ANNEXE 4 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n°

Lot/phase/période :

Rejet (réception refusée) :

le / /

MOTIFS :

Ajournement (délais accordés pour intervenir) :

le / /

MOTIFS :

Réception validée :

le / /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le :

Pour le CEA
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du CEA</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du Titulaire</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

ANNEXE 5 – CORRESPONDANCE AVEC LES POSTES SAP

Sera renseigné lors de l'établissement du marché

